

Les «minerais du sang» divisent l'Europe

Le commissaire Karel De Gucht doit proposer mercredi prochain un régime pour endiguer l'importation par l'industrie de minerais provenant de zones de conflits, a appris «L'Echo». Mais l'exécutif européen ne parvient pas à s'entendre.

VINCENT GEORIS

Depuis le début des années nonante, des millions de personnes ont perdu la vie lors de guerres au Congo. Au cœur de ces conflits, le commerce de minerais. Étain, or, tantale, tungstène, coltan... Ces matières premières, dont regorge le sol de la République démocratique du Congo (RDC) et les pays voisins, sont vitales pour l'industrie de l'électronique. Le coltan est indispensable au fonctionnement des GSM, le tantale fait vibrer les sonneries, tandis que le tungstène est utilisé pour les filaments des ampoules.

Pour les ONG comme pour les pays de l'OCDE, il est clair que les «seigneurs de la guerre» locaux financent leurs massacres grâce au commerce de ces minerais. Leur objectif? Couper les vivres aux milices et en finir avec la guerre. Mais l'adoption des réglementations traîne.

Des entreprises comme Apple ont déjà leur propre liste de fournisseurs «recommandables», dont les minerais proviennent hors des

zones de conflit. Une liste établie dans le cadre d'un programme de l'industrie électronique, «Conflict Free Smelter».

Côté européen, Karel De Gucht (Open VLD), le commissaire européen en charge du commerce, proposera ce mercredi à la Commission l'adoption d'un règlement pour créer un cadre européen des «minerais du sang», a appris «L'Echo». Le commissaire belge tient à faire adopter cette législation avant la dissolution de la Commission.

Mais la proposition est loin de créer le consensus au sein du collège des commissaires. Et le calendrier semble compromis.

Concrètement, le commissaire belge veut créer un régime de certification de l'origine des minerais utilisés par l'industrie afin d'éviter ceux qui servent à alimenter les milices.

Mais un épais silence pèse sur le contenu de cette proposition. Quelles sont les entreprises visées? Quel type et quelle quantité de minerais? Et surtout, les entreprises adhéreront-elles sur base volontaire ou leur participation sera-t-elle obligatoire?

La Commission divisée

Dans la dernière version de sa proposition, Karel De Gucht prévoit une participation volontaire des entreprises extractrices. Et c'est là que le bât blesse: l'exécutif européen est divisé sur cette question.

Pour les ONG comme pour les pays de l'OCDE, les «seigneurs de la guerre» locaux financent leurs massacres grâce au commerce de ces minerais.



Le commerce des «minerais du sang» a intensifié les conflits au Congo et dans la région. © REUTERS

Selon nos informations, neuf commissaires européens sur les vingt-huit, parmi lesquels le Français Michel Barnier, sont réticents à adopter la proposition en l'état. Ils prônent un régime obligatoire. «Comme la Commission fonctionne par consensus, M. De Gucht devra aplanir les divergences d'ici mercredi», explique une source proche du dossier.

Officiellement, la Commission ne fait aucun commentaire. «Le point est à l'ordre du jour de la réunion du collège de ce mercredi, mais nous n'avons pas à commenter une

décision qui n'est pas encore prise», indique un porte-parole.

En coulisses, c'est le bras de fer. Une réunion est prévue ce lundi entre les commissaires européens pour trouver une issue. Karel De Gucht tient à cette proposition. En septembre dernier, il en avait promis l'adoption.

À cela s'ajoute la pression des lobbys entourant la Commission. L'industrie d'extraction, entreprises allemandes en tête, réclame une législation souple. Contrairement aux ONG, qui sont partisans d'une vérification plus draconienne.

Si aucune solution n'est trouvée, le texte pourrait se perdre dans l'un ou l'autre placard du Berlaymont, en attendant le renouvellement de la Commission européenne.

Actuellement, seuls les Etats-Unis sont parvenus à adopter une législation. Le «Dodd-Frank Act» permet de contrôler l'origine des minerais, afin de recaler ceux provenant de zones en guerre. Ce régime a atteint son but auprès des entreprises américaines, mais il est aussi dénoncé pour ses effets collatéraux sur les petits extracteurs locaux étrangers aux milices.

AvH n'exclut pas

HABITER

Placer votre annonce ici? Contactez Trustmedia 02/422.05.38 - rubrieken@trustmedia.be